

### *Dépenses du gouvernement*

Les prévisions de dépenses gouvernementales qui sont déposées à la Chambre ne représentent que la partie visible de tout un processus complexe par lequel on fixe les priorités et fait les compromis nécessaires, avant d'élaborer le plan de dépenses du gouvernement. Pourtant, ce sont ces prévisions si essentielles qui permettent au Parlement d'exercer un contrôle et au gouvernement de rendre des comptes.

Lorsque la Commission Lambert a recommandé que le gouvernement améliore le caractère . . .

**Le président suppléant (M. Guilbault):** A l'ordre. La présidence regrette d'interrompre le secrétaire parlementaire, mais il a épuisé son temps de parole. Débat. Le député de Western Arctic.

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, n'est-ce pas Aristote qui a dit que l'aboutissement logique de la démocratie, c'est le chaos? Ce qui a amené un observateur plus perspicace des affaires constitutionnelles que je ne saurais l'être à parler ainsi, c'est que chacun cherche à retirer plus du système que ce qu'il y apporte. Cela, on peut le constater au Canada aujourd'hui. Allez interroger n'importe quel Canadien dans la rue aujourd'hui, il vous dira qu'il faut réduire les dépenses de l'État. Car elles sont devenues galopantes. Mais personne ne veut qu'on réduise d'un cent les crédits de ses projets préférés. Chacun compte décrocher une petite faveur fiscale de plus, se faire construire un pont dans sa localité, se faire augmenter sa pension. Donc, il faut trouver un système qui, dans le cadre du fonctionnement démocratique du gouvernement car je n'ai aucune envie de voir jeter ce système pardessus bord, nous permette donc de plafonner les dépenses de l'État. Voilà pourquoi j'ai été heureux de donner mon appui à la motion du député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn).

Je suis d'accord avec le député d'Algoma (M. Foster) pour ce qui concerne la première partie de son discours, que j'ai trouvée intéressante au plus haut point, pour ne pas dire passionnante. Il s'agissait de la partie dans laquelle il parlait pour lui-même. Mais dans la seconde partie de son discours, quand il s'est mis à lire un texte manifestement préparé par les fonctionnaires des Finances, j'ai commencé à m'ennuyer, je l'avoue. Pourtant il a eu raison de dire que si l'idée présentée ici aujourd'hui était adoptée telle quelle, nous aurions un système plus à la façon de celui des États-Unis, où ce sont des négociations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif qui se déroulent quant à la forme définitive du budget.

Un des problèmes que nous avons, c'est le système de compilation des budgets et des prévisions de dépenses. Chaque sous-service de ministère calcule combien il a dépensé pendant l'année écoulée et ce qu'il aimerait faire l'année suivante, il fait le total, ajoute 10 p. 100 pour la caisse noire et transmet le tout à l'échelon supérieur. Cet échelon-là consolide et ajoute sa petite part. On remonte ainsi l'échelle hiérarchique jusqu'au ministère des Finances, qui doit prendre tous ces chiffres et présenter le projet de loi au Parlement. Quand le projet est présenté en la forme de prévisions de dépenses et d'un Livre bleu, que nous ne connaissons que trop bien, il n'y a rien pour ainsi dire que les parlementaires puissent faire pour y changer quoi que ce soit. Il n'y a plus rien à faire à cette étape-là: c'est

comme si les dépenses étaient inéluctables. Les parlementaires, qu'ils fassent partie du gouvernement ou de l'opposition, ne peuvent plus changer grand chose.

Je vois que nous avons un ministre parmi nous cet après-midi. Elle conviendrait probablement avec moi que lorsqu'on fait pression sur un ministre, c'est pour lui demander davantage d'argent. Ces pressions viennent du ministère dont le ministre a la responsabilité. Chaque fois qu'on demande quelque chose à un collaborateur du ministère, il répond inévitablement qu'il a besoin de plus d'effectifs et de davantage d'argent. Chaque fois qu'un ministre s'adresse aux gens, c'est pour se faire dire qu'ils veulent davantage de services. Et ils veulent que le gouvernement dépense davantage pour toutes sortes de choses. Il arrive aussi qu'ils demandent des réductions d'impôt, ce qui revient au même, j'imagine. Je comprends que les ministériels aient du mal à tenir les cordons du Trésor public.

● (1740)

Bien des députés et des ministres ne s'intéressent qu'à leur propre ministère sans penser que leurs demandes se répercutent sur la politique globale et sur les dépenses d'un gouvernement. Nous avons tous tendance, pour la plupart d'entre nous, à nous considérer uniquement comme les porte-parole de nos régions respectives. Je n'échappe pas à la règle moi non plus. Il nous arrive aussi de considérer que nous défendons uniquement certains secteurs d'activités. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) s'est souvent considéré comme le représentant des milieux agricoles pour tâcher d'obtenir de son collègue, le ministre des Finances (M. Lalonde), davantage pour cet important secteur économique, sans songer combien il est difficile de mettre un frein aux dépenses publiques en général. Il a son secteur d'intérêt, intérêt que partagent bien d'autres de ses collègues, surtout les ministres moins haut placés. Ce que nous devrions faire, monsieur le Président, et je dis nous, ce qui veut dire l'ensemble du gouvernement, soit les appareils exécutif et législatif, c'est d'abord décider du montant des dépenses globales. Cela fait, il resterait à partager les crédits entre les ministères selon leurs objectifs. Ce n'est pas ce qui se fait à l'heure actuelle.

La proposition du député de Mississauga-Sud nous permettrait au moins d'envisager les affaires de cette façon au lieu de la façon actuelle. Ce ne serait pas la première fois que l'on propose une façon d'aborder ce problème. Le Conseil du Trésor a été créé dans ce but. Cependant, comme c'est le cas depuis nombre d'années, le Conseil ne paraît pas très utile à cet égard. La Commission Lambert a recommandé le système des enveloppes. Celui-ci a été adopté en 1979 et je commence déjà à douter de son efficacité. Donc, le système du Conseil du Trésor n'a pas marché et voilà que le système des enveloppes ne semble pas donner de bons résultats non plus. Il ne fait qu'ajouter à l'appareil bureaucratique. On ne réussit qu'à ralentir les choses et à les rendre plus coûteuses qu'elles ne le seraient en l'absence de ces mécanismes de contrôle. C'étaient donc des idées admirables, mais elles ne semblent pas correspondre aux objectifs poursuivis.